

//

... mais très
honnêtement, il n'y
a pas grand mérite
à vendre un bon
produit telle la
Suisse!

//

Entretien avec Helene Budliger Artieda, secrétaire d'État

Helene Budliger, nous avons eu l'honneur de vous accueillir en qualité d'oratrice principale lors de l'ouverture de la Conférence mondiale sur l'infrastructure de la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC Global Infrastructure Conference) en septembre 2022 à Genève. Vos mots convaincants prononcés à cette occasion sur les forces de la Suisse ont rencontré un écho très positif. Quelle a été votre impression?

Il s'agissait de l'une de mes premières apparitions publiques comme secrétaire d'État, aussi je m'en souviens encore fort bien. La conférence réunissait de nombreux acteurs d'horizons divers et a généré des idées passionnantes. J'ai moi-même été impressionnée. Le thème choisi «Building a better tomorrow, by investing today» – construire un avenir meilleur en investissant aujourd'hui – me paraît toujours à propos.

Je suis évidemment ravie si mes paroles sur les atouts helvétiques ont reçu un accueil favorable. Mais très honnêtement, il n'y a pas grand mérite à vendre un bon produit telle la Suisse!

Votre carrière dans la diplomatie vous a habituée à mettre en avant les qualités de notre pays, une mission désormais relayée par un mandat du nom de Team Switzerland. En quoi consiste exactement ce mandat?

Les grands projets d'infrastructure étrangers peuvent offrir des opportunités commerciales intéressantes pour des prestataires de services suisses également. Étant donné qu'en Suisse, les compétences et connaissances relatives à de tels projets sont réparties entre de multiples acteurs publics et privés, le Conseil

fédéral a créé un bureau national de coordination. Le Swiss Industry Liaison Office (Swiss ILO) est une unité organisationnelle au sein du Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Cet agent de liaison industriel joue le rôle de catalyseur pour une collaboration renforcée entre les divers acteurs de la Confédération, les instruments incitatifs et l'économie privée.

Le Team Switzerland Infrastructure – l'un des volets du mandat global Team Switzerland – comprend différents services fédéraux tels que l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV) et le promoteur économique officiel de la Confédération Switzerland Global Enterprise (S-GE) ainsi que des associations comme Swissmem, Swissrail et justement – vous m'en voyez très heureuse – suisse.ing.

Quelle pertinence revêt ce mandat pour le SECO?

L'aspect crucial est que le programme génère des exportations supplémentaires. Ce mandat est en outre d'une importance significative pour le Conseil fédéral, dans la mesure où nous testons ici également de nouvelles approches. Je suis convaincue que pour un petit pays comme la Suisse, offrir une image cohérente des différents acteurs en tant qu'équipe peut avoir un impact considérable à l'étranger, surtout sur le long terme. Du point de vue des ressources en argent et en temps de travail, un regroupement ciblé des forces est de même sans alternative.

Alors que la Suisse finance sans cesse et avec l'argent du contribuable des projets à l'étranger au sens d'une aide ou d'une coopération au développement, rares sont pourtant les entreprises helvétiques à y remporter des appels d'offres (mot clé: structure salariale). Qu'en dit le SECO?

Au sein du Team Switzerland Infrastructure, nous faisons la synthèse d'informations émanant des ambassades, des Swiss Business Hubs – des antennes de promotion des échanges commerciaux soutenues par la Confédération et implantées à travers le monde – ainsi que de banques de développement, et mettons ainsi en contact les prestataires de services suisses avec des clients internationaux. Grâce à sa notation financière la plus haute, le triple A, la SERV est en mesure de proposer des financements plus avantageux que la plupart de ses

«Les membres du Team Switzerland Infrastructure peuvent tirer profit de l'expertise et des réseaux dont les entreprises suisse.ing disposent.»

concurrentes étrangères. Ceci permet de contribuer à atténuer le désavantage du niveau élevé des prix suisses et de garantir dans le même temps l'accès des entreprises helvétiques aux consortiums EPC (Engineering, Procurement and Construction) internationaux et, partant, aux grands projets d'infrastructure soumis à appels d'offres publics.

Le bruit court dans la branche que d'autres pays seraient bien moins scrupuleux que la Suisse dans l'utilisation des deniers publics pour soutenir leurs propres secteurs économiques. Comment voyez-vous la chose?

S'assurer que des entreprises suisses sont elles aussi prises en compte lors de projets de coopération au développement ainsi que par des banques internationales de développement équivaut à poser les bases d'un investissement accru des fonds publics dans de tels projets. Or il existe un consensus international qui veut que ces projets fassent l'objet d'un appel d'offres public et soient justement dissociés de la livraison de prestations notamment intellectuelles en provenance de l'État à l'origine du projet – et potentiellement plus onéreuses venant de l'îlot de cherté qu'est la Suisse –, sachant qu'il en résultera au final une diminution des coûts de réalisation.

Nous respectons par conséquent les directives internationales et renonçons par exemple à annoncer des projets d'aide que nous ne pourrions finalement pas mettre en œuvre. Je suis d'avis que cette manière de procéder, assortie d'une image appropriée, permettra en fin de compte à l'industrie suisse de gagner des parts de marchés.

Fin 2022, suisse.ing est à son tour devenue membre du Team Switzerland avec pour objectif d'améliorer les conditions cadres et, ce faisant, les opportunités d'exportation pour les entreprises d'ingénierie-conseil. Vu sous l'angle de la diplomate que vous êtes, quel rôle peut jouer la branche de la planification?

Tout projet requiert à un stade précoce déjà, autrement dit dès les premières étapes du cycle de réalisation, des prestations de planification et d'ingénierie. Ces dernières déterminent entre autres la conception, le choix des produits et l'application des normes, et ont ainsi automatiquement une incidence sur les documents d'appel d'offres. suisse.ing compte parmi ses rangs des entreprises qui œuvrent avec beaucoup de succès à l'étranger et pilote par ailleurs en son sein le groupe de travail Export. Les membres du Team Switzerland Infrastructure peuvent tirer profit de l'expertise et des réseaux dont elles disposent. Il faut espérer que des synergies pourront être créées à moyen terme et, pourquoi pas, que des entreprises affiliées à suisse.ing et des entreprises d'autres associations développent et proposent des projets en commun.

L'Ukraine est, pour le SECO et la Direction du développement et de la coopération (DDC), un pays prioritaire de l'aide suisse à la transition et occupe désormais une place particulière en raison des défis liés à la reconstruction après-guerre. Quels sont à l'heure actuelle les projets prévus?

Depuis des années, la Suisse accompagne effectivement l'Ukraine sur la voie d'un développement durable. L'éclatement de la guerre a même vu se renforcer nombre de projets en cours. Le Conseil fédéral a maintenant chargé les départements compétents d'élaborer d'ici à l'été un programme de reconstruction spécifique. La réparation des infrastructures d'urgence vitale devrait primer. Reste la question du financement, lequel doit également être assuré.

Idéalement, à quel moment selon vous la branche de l'ingénierie devrait-elle s'impliquer dans la reconstruction? Les combats battent leur plein et aucune fin de la guerre ne se profile actuellement...

Du côté de l'Ukraine, l'on insiste beaucoup sur la reconstruction: certaines régions pourraient d'ores et déjà en bénéficier. Il est vrai qu'en matière de planification et de développement de projets de reconstruction, il n'est jamais trop tôt pour s'y atteler. Un engagement de notre part envoie un signal fort à une population en souffrance et contribue à créer un climat de confiance – et surtout à faire connaître là et ailleurs nos compétences dans ce secteur.

«Les pays étrangers sont très demandeurs des compétences helvétiques, comme la force d'innovation, le souci de la qualité ou encore le système éprouvé de formation avec apprentissage. D'où que je regarde, j'observe des opportunités pour notre économie d'exportation.»

Et pour conclure sur une note plus légère: en votre qualité de directrice, vous êtes souvent en voyage et en mission – comme en témoignent vos canaux de médias sociaux largement documentés. Quels bénéfices pouvez-vous en tirer pour la Suisse?

Les pays étrangers sont très demandeurs des compétences helvétiques, comme la force d'innovation, le souci de la qualité ou encore le système éprouvé de formation avec apprentissage. D'où que je regarde, j'observe des opportunités pour notre économie d'exportation. Or les mandats ne tombent pas du ciel. La tempête géopolitique actuelle oblige les entreprises à continuer d'agir intelligemment et nous-mêmes à nous engager activement pour obtenir les meilleures conditions cadres. Pour ma part, après chaque atterrissage à Zurich et sur le chemin du retour à la maison, j'éprouve toujours un sentiment de grande gratitude: quel privilège de pouvoir vivre dans ce si beau pays, prospère, bien organisé et pacifique!

Helene Budliger, un immense merci pour nous avoir consacré quelques instants de votre précieux temps, ainsi que pour votre engagement dans l'intérêt de la Suisse et de notre branche.

HELENE BUDLIGER ARTIEDA

La secrétaire d'État Helene Budliger Artieda est directrice du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) depuis le 1^{er} août 2022. Avant cette date, elle était ambassadrice de Suisse en Thaïlande (Bangkok), avec des co-accréditations au Cambodge et au Laos. Elle a occupé la même fonction en Afrique du Sud (Pretoria) jusqu'en 2019, tout en étant accréditée au Botswana, en Eswatini, au Lesotho, à Maurice et en Namibie. Entre 2008 et 2015, Helene Budliger Artieda a tenu les rênes de la Direction des ressources au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

●
Maurice Lindgren, responsable des affaires politiques,
secrétariat suisse.ing